Arrêté du ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire du 25 septembre 2003, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de commis d'administration.

Le ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 98-834 du 13 avril 1998, portant statut particulier du corps administratif commun des administrations publiques,

Vu l'arrêté du Premier ministre du 30 janvier 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de commis d'administration du corps administratif commun des administrations publiques.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire, le 29 novembre 2003 et jours suivants, un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de commis d'administration.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à quatre (4).

Art. 3. - La liste d'inscription des candidats sera close le 29 octobre 2003.

Tunis, le 25 septembre 2003.

Le ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire

Slaheddine Belaïd

Vu

Le Premier ministre

Mohamed Ghannouchi

**MINISTÈRE DU TOURISME, DU
COMMERCE ET DE L'ARTISANAT**

Arrêté des ministres de l'intérieur et du développement local, et du tourisme, du commerce et de l'artisanat du 26 septembre 2003, portant modification de l'arrêté des ministres de l'intérieur et du commerce du 2 septembre 2002, relatif à la fixation des jours des repos hebdomadaires des marchés de production et des marchés de gros des produits agricoles et de la pêche.

Les ministres de l'intérieur et du développement local et du tourisme, du commerce et de l'artisanat,

Vu la loi organique des communes promulguée par la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, telle que modifiée et complétée par l'ensemble des textes subséquents et notamment la loi n° 95-68 du 24 juillet 1995,

Vu la loi n° 75-35 du 14 mai 1975, relative à la loi organique du budget des collectivités publiques locales et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée,

Vu le code du commerce promulgué par la loi n° 59-129 du 5 octobre 1959 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le code de la comptabilité publique promulgué par la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu la loi n° 91-44 du 1^{er} juillet 1991, portant organisation du commerce de distribution, telle que modifiée et complétée par la loi n° 94-38 du 24 février 1994,

Vu la loi n° 91-64 du 29 juillet 1991, relative à la concurrence et au prix et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée et complétée,

Vu la loi n° 92-32 du 7 avril 1992, relative à la création de l'agence des ports et des installations de pêche,

Vu la loi n° 92-117 du 7 décembre 1992, relative à la protection du consommateur,

Vu la loi n° 94-13 du 31 janvier 1994, relative à l'exercice de la pêche et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée et complétée,

Vu la loi n° 94-86 du 23 juillet 1994, relative aux circuits du distribution des produits agricoles et de la pêche, complétée par la loi n° 2000-18 du 7 février 2000 et notamment son article 6,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994,

Vu le décret n° 98-1629 du 10 août 1998, relatif à l'approbation du plan directeur des marchés de gros des produits agricoles et de la pêche,

Vu le décret n° 98-1630 du 10 août 1998, portant approbation du cahier des charges fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des marchés de gros des produits agricoles et de la pêche et notamment son article 8,

Vu l'arrêté des ministres de l'intérieur, du commerce et de l'agriculture du 17 novembre 1998, modifié par l'arrêté du 31 mai 1999, relatif à la création des marchés de production et des marchés de gros des produits agricoles et de la pêche,

Vu l'arrêté des ministres de l'intérieur et du commerce du 2 septembre 2002, relatif à la fixation des jours de repos hebdomadaires des marchés de production et des marchés de gros des produits agricoles et de la pêche.

Arrêtent :

Article premier. - Est abrogé, le jour du repos hebdomadaire du marché de gros d'intérêt régional des légumes et des fruits de Ghar Dimaou du gouvernorat de Jendouba fixé le "lundi", prévu par la liste (c) de l'annexe à l'arrêté des ministres de l'intérieur et du commerce du 2 septembre 2002 susvisé et remplacé par "vendredi".

Art. 2. – Le président du conseil régional de Jendouba et le président de la commune de Ghar Dimaou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à partir de sa publication au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 septembre 2003.

*Le ministre de l'intérieur et du
développement local*

Hédi M'henni

*Le ministre du tourisme, du commerce et
de l'artisanat*

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier ministre

Mohamed Ghannouchi

MINISTERE DES SPORTS

Arrêté du ministre des sports du 25 septembre 2003, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement dans le grade d'architecte principal appartenant au corps des architectes de l'administration.

Le ministre des sports,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation au concours de recrutement à titre externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 99-1569 du 15 juillet 1999, fixant le statut particulier au corps des architectes de l'administration.

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves, pour le recrutement dans le grade d'architecte principal appartenant au corps des architectes de l'administration, est organisé conformément aux modalités fixées par le présent arrêté.

Art. 2. - Le concours externe sur épreuves, pour le recrutement dans le grade d'architecte principal appartenant au corps des architectes de l'administration, est ouvert aux candidats externe inscrits au tableau de l'ordre des architectes, titulaires du diplôme national d'architecte ou d'un diplôme équivalent et âgés de trente cinq (35) ans au plus.

L'âge maximum est apprécié à compter du premier jour d'inscription au bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription.

A défaut d'inscription du candidat au bureau de l'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1^{er} janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 3. - Le concours externe susvisé est ouvert par arrêté du ministre des sports. Cet arrêté fixe :

- le nombre d'emplois mis en concours,
- la date de clôture de la liste d'inscription,
- la date du déroulement des épreuves.

Art. 4. - Le concours susvisé est supervisé par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Le jury est chargé principalement de :

- proposer la liste des candidats autorisés à concourir,
- superviser le déroulement du concours,
- classer les candidats par ordre de mérite,
- proposer les candidats susceptibles d'être admis.

Art. 5. - Les candidats au concours susvisé doivent adresser leurs dossiers de candidature au ministère des sports comprenant les pièces suivantes :

- une demande de candidature,
- une photocopie de la carte d'identité nationale,
- une photocopie du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers, d'une photocopie de l'attestation d'équivalence,
- une photocopie de l'attestation d'inscription au tableau de l'ordre des architectes.

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal doit joindre aux pièces sus-énumérées une attestation justifiant l'accomplissement de services civils effectifs ou l'inscription au bureau de l'emploi.

Art. 6. - Toute candidature parvenue après la date de clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 7. - La liste des candidats admis à concourir est arrêtée par le ministre des sports sur proposition du jury du concours.

Art. 8. - Les candidats déclarés admis doivent compléter leurs dossiers, avant l'affectation, des pièces suivantes :

- un extrait de l'acte du casier judiciaire délivré depuis un (1) an au maximum,
- un extrait de l'acte de naissance délivré depuis un (1) an au maximum,
- un certificat médical délivré depuis trois (3) mois au maximum, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République,
- une photocopie certifiée conforme du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers, d'une photocopie certifiée conforme de l'attestation d'équivalence,
- l'attestation d'inscription au tableau de l'ordre des architectes.